

Recherche, pratique et évaluation : tisser les liens

Table ronde

Conférencier : Aki Stavrou
Animatrice : Bernadette Blanc
Secrétaire : Sophie Paquin

Exposé

M. Stavrou propose, dans sa conférence, quelques idées sur la mise en application et la prise de décision dans la recherche et les sondages sur la violence envers les femmes. L'analyse de genre et la recherche, souligne-t-elle, ont un potentiel considérable pour améliorer les stratégies, les politiques et la pratique en matière de sécurité pour les femmes. Malheureusement, une forte proportion de la recherche est faite *sur* les femmes plutôt que *pour* les femmes et a souvent un impact négligeable faute de planification, de budget ou de diffusion. Par exemple, les méthodes et outils de recherche doivent être soigneusement adaptés au lieu, au contexte culturel et aux normes sociales.

La recherche devrait alimenter les politiques et améliorer la pratique; pour réussir, la réglementation et la pratique doivent refléter les besoins de ceux et celles pour qui elles ont été conçues. Une grande part d'expertise est détenue par les gens qui vivent la réalité étudiée, un monde souvent étranger à plusieurs chercheurEs et décideurs. Combiner l'expertise technique et méthodologique des chercheurEs aux expériences de vie des participants peut dynamiser la recherche et en raffiner le contenu. Les chercheurEs, décideurs et intervenants doivent travailler étroitement avec ceux et celles qui bénéficieront des résultats de recherche. Cette approche plus conviviale aux usagers est démocratique, renforce les capacités d'action et porte plusieurs noms : communautaire, participative, «collaborative»...

Hélas, plus d'un décideur ne prépare ni stratégie ni budget de diffusion des résultats d'enquêtes. Conséquemment, les intervenants ignorent très souvent l'existence de cette précieuse information. Impliquer les intervenants comme partie prenante du processus de recherche améliore la diffusion des découvertes et encourage l'évaluation constante de la pertinence de cette recherche et de sa capacité à répondre à leurs besoins.

Finalement, de telles alliances et cette collaboration entre recherche, réglementation et pratique, peuvent encourager un plus grand nombre d'hommes à participer à la recherche basée sur l'approche de genre, étape essentielle si nous voulons que cette approche s'intègre au courant dominant et rejoigne tous les secteurs de la société.

Échanges

Au cours des échanges qui suivent l'exposé de M. Stavrou, on fait un certain nombre de constats quant à la recherche :

1) Les étudiantEs sont en général peu intéresséEs par le service à la collectivité et par la recherche-action. Le travail de terrain demande une bonne motivation.

2) L'obligation de publier réduit l'action sociale et communautaire des chercheurEs, action d'ailleurs peu appuyée par les universités.

3) Les travaux des universitaires et des chercheurEs des organismes internationaux sont peu accessibles à la population, notamment parce qu'ils sont peu vulgarisés.

4) Les études trop théoriques ont peu de retombées pratiques. Ce serait notamment le cas en Amérique du Sud.

5) Les exigences des organismes subventionnaires internationaux sont trop élevées pour les chercheurEs et les ONG. Par ailleurs, sans appui international et sans contact, il n'y a pas de travail significatif sur le terrain.

Quelques précautions sont requises dans l'activité de recherche :

1) Les questions des enquêtes doivent être formulées de façon à ne pas faire peur aux personnes interrogées et, en conséquence, entraîner un refus de répondre. Exemple : une question sur la possession d'armes.

2) Les chercheurEs doivent avoir des préoccupations éthiques (v. g. contact avec les trafiquants d'armes). Il faut éviter que certaines femmes soient malmenées, voire tuées, après l'enquête.

On mentionne enfin l'importance de la recherche. Les résultats d'une recherche bien ciblée permettent aux groupes communautaires ou aux groupes de femmes de cerner des stratégies valables.

Recommandations concernant la recherche

1) Que les universités valorisent la recherche, et en particulier la recherche-action sur la sécurité et sur la violence envers les femmes;

2) que les chercheurEs et les organismes de recherche sensibilisent les étudiantEs à l'intérêt et à la portée des recherches sur la sécurité des femmes;

3) que les milieux et organismes concernés utilisent les moyens les plus appropriés et les plus efficaces pour mieux faire connaître et, le cas échéant, vulgariser les résultats de la recherche avec la collaboration des médias;

4) que les instances appropriées mettent sur pied des cours d'été internationaux dans le domaine de la sécurité;

5) que les organisations privées commanditent des recherches sur la sécurité en milieu urbain;

6) que les organismes internationaux, les groupes de femmes et les groupes communautaires apportent leur contribution pour former des gens du milieu à participer aux activités d'enquête sur la sécurité.

Autres recommandations

1) Que les gouvernements voient à former les éluEs et les gestionnaires afin qu'ils assument, avec la sensibilité et les connaissances appropriées, plus de responsabilités à l'égard de la sécurité des femmes;

2) que les gouvernements rendent accessible aux femmes victimes de violence une aide juridique, économique et psychologique;

3) que dans leurs projets politiques, les gouvernements tiennent compte du genre et se montrent respectueux de la diversité des femmes.